

[rue89lyon.fr](https://www.rue89lyon.fr)

Chez Decitre, des salariés lessivés et une institution lyonnaise “qui prend l’eau”

Pierre Lemerle

12–15 minutes

Le dernier salarié est en train de faire ses cartons. À quelques jours de Noël, le plan de « sauvegarde de l’emploi » (PSE) du groupe Decitre se termine cette fin d’année à Lyon, laissant sur le carreau une trentaine d’employés, dont plusieurs historiques de l’institution lyonnaise.

Depuis la reprise de Decitre par le groupe lillois Nosoli (anciennement Furet du Nord) en 2019, cette institution lyonnaise a connu deux « plans sociaux » (en 2019 et 2025), laissant exsangues nombre d’anciens de la maison. « Le deuxième PSE a été fait alors que les plaies du premier n’étaient pas refermées », souffle un employé.

Comme lui, une quinzaine d’anciens (et d’actuels) salariés ont livré leur sentiment sur la situation du groupe à Rue89Lyon. Manque de vision, éloignement trop fort de la direction par rapport à Lyon... Alors que le groupe défend « une transformation profonde de son modèle », les employés pointent des erreurs de parcours qui, à l’heure d’une crise du secteur, risquent d’avoir des conséquences désastreuses.

Decitre et Lyon : une institution familiale, passée

aux mains d'un grand groupe

Pour bien comprendre ce dossier, il faut revenir, rapidement, sur ce qu'est « Decitre » pour Lyon. Créée en 1907 par Henri Decitre, cette chaîne de librairie lyonnaise a été, longtemps, un des fleurons des entreprises rhodaniennes.

Simple magasin au début du siècle – « anciennement librairie du Sacré-Cœur » – le groupe grossit sous la direction de Pierre Decitre, patron décrit comme « visionnaire » par nombre de salariés interrogés. Il met en place un site internet performant, des services spéciaux et développe l'enseigne dans la région.

Au fil des années, l'enseigne s'installe à Saint-Genis-Laval, Écully, Annecy, Chambéry, ou encore Annemasse. Repris en 2007 par Guillaume Decitre, fils aîné de Pierre, le groupe reste dans la famille jusqu'en 2019. Il est alors repris par le groupe lillois Furet du Nord, devenu en 2022 Nosoli (NOus SOMmes LIés, NOus SOMmes LIbraires).

Decitre n'est alors plus en croissance et connaît déjà des difficultés. En 2017, une librairie avait fermé à Saint-Genis-Laval. La situation va empirer. Très rapidement, le groupe met en place un premier « PSE » en 2019. Les ressources humaines, les services achats, la compta... Des postes sont supprimés avec une centralisation des services à Tourcoing (Hauts-de-France), permettant de faire quelques économies. « On savait que ça allait arriver », commente une ancienne salariée. Pour elle, la suite a été plus dure à avaler.

Des tensions croissantes avec la direction

Peu à peu, la situation du groupe se dégrade, suivant les conditions difficiles du marché du livre. Hausse du prix des matières premières, fréquentation pas toujours reluisante des

magasins... en France, les ventes de livres sont, au mieux stables, selon [un rapport de 2024](#) du Syndicat national de l'édition.

Pour Decitre, il est délicat de distinguer les difficultés relevant des choix de la direction d'une conjoncture jugée catastrophique. « On est passé d'une entreprise familiale et paternaliste à un groupe d'une autre échelle, constate sobrement un salarié actuel du groupe. Mais, j'ignore si l'on aurait pu faire autrement. »

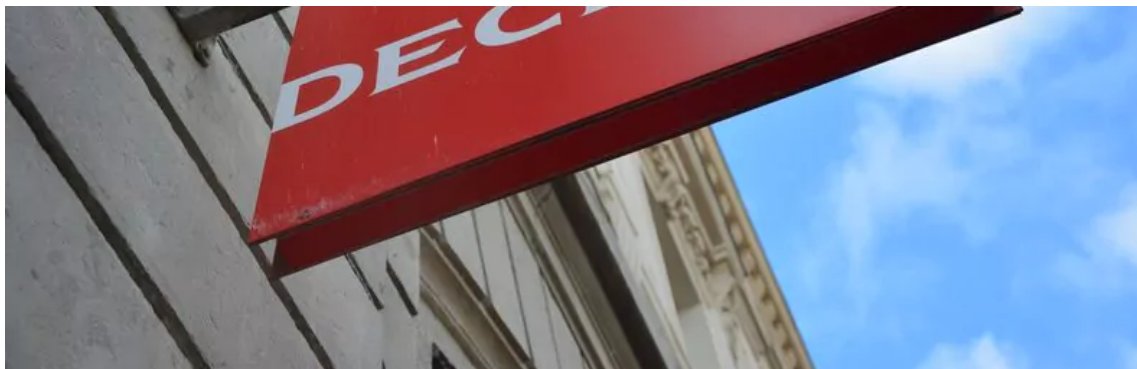
Reste que les tensions avec une direction « ne sachant pas écouter », d'après une connaissance de l'institution, sont allées croissantes. « Dans le modèle Furet, le salarié reste la variable d'ajustement », souffle un autre employé.

Une illustration ? Le cas du magasin d'Annemasse en Haute-Savoie. En juillet 2024, peu satisfaite de l'équipe en place, la direction indique, dans un compte-rendu de CSE consulté par Rue89Lyon, vouloir faire partir les salariés de force.

« Si l'équipe refuse d'aller à Annecy, cela lui donnera un motif de licenciement et même si elle accepte, un autre motif sera trouvé », peut-on y lire. Un peu plus loin : la direction indique : « À partir de maintenant, refus de faire, refus d'aller dans le sens de l'entreprise = tolérance 0 ».

Signe de ces tensions, plusieurs procédures aux Prud'hommes sont en cours, selon nos informations.





L'enseigne Decitre est en grande difficulté à Lyon. Photo : PL/Rue89Lyon.

Dialogue social et imbroglio : le cas d'Annemasse

« Ils nous ont trainés dans la boue, cela faisait des mois que nous allions mal », se souvient un ancien salarié de la librairie de Haute-Savoie. Ces libraires acceptent tout de même d'être envoyés dans un autre magasin. Mais leur avenir est scellé. Tous prendront la porte. Christophe Desbonet, PDG de Nosoli, peu heureux d'aborder ce sujet, affirme avoir licencié ces salariés car ils « jouaient contre l'entreprise » .

Or, la situation ne va pas s'arranger avec le départ forcé de ces salariés, jugés récalcitrants, mais installés depuis plusieurs années dans le magasin d'Annemasse. Des témoignages à notre disposition indiquent que la suite a été difficile pour la nouvelle équipe... Jusqu'à la fermeture de la boutique, annoncée dans le second PSE.

Pour le PDG, il a été impossible de trouver un autre local, moins cher, pour poursuivre l'activité. Argument qui n'a pas convaincu tout le monde.

« La fermeture du magasin d'Annemasse ne se justifie pas économiquement dans la mesure où ce magasin était rentable si l'on neutralise la période depuis les trois semaines de

fermeture liée à des problèmes RH, écrivent les représentants du CSE (Comité social et économique), dans un avis que Rue89Lyon a pu consulter. En effet, la totalité de l'équipe de vente a été licenciée courant août 2024, alors même qu'aucun des trois employés en CDI concernés n'avait jamais eu le moindre avertissement auparavant. »

PSE, perte de postes et pertes de sens

C'est sur cet imbroglio que se greffe le plan social de 2024. Pour Nosoli, il signifie la fin des librairies d'Annemasse, de Grenoble, et de Bezons (Val-d'Oise) ainsi que la fin des librairies Furet du Nord de Villeneuve-d'Ascq et Roubaix. Finalement, ces deux dernières restent en place et la librairie de Decitre de Grenoble est sauvée via un déménagement dans de plus petits locaux — même si des emplois sont supprimés.

Ce n'est pas tout. Decitre voit la suppression de postes de son service « back-office » et la délocalisation de son service « collectivités ». « Ils n'ont pas su faire fructifier les atouts de Decitre, le site internet comme le service aux collectivités, s'agace Marion Liéval, ancienne directrice de la librairie Decitre à Grenoble, poussée vers la sortie en juin. Ils ont voulu tout unifier, sans considérer que chaque ville avait des sociologies bien différentes. »

En tout : 25 postes disparaissent chez Decitre et sept chez Decitre Interactive, site internet de l'enseigne, « celui qui avait sauvé les meubles durant le confinement », renâclent plusieurs salariés. Avec un tiers des salariés concernés âgés de plus de 50 ans, les personnes ayant fait carrière dans l'enseigne perdent du terrain. « Plus personne ne se voit faire sa vie à Decitre », note Mickaël (prénom modifié), un jeune libraire en CDD, ayant quitté le groupe cette année.

Aujourd'hui, Decitre compte autour de 190 salariés – contre [plus de 300](#) (*Les Echos mettaient en avant le chiffre de 400 en 2016*) il y a une dizaine d'années. Avec des attentes accentuées sur les magasins, selon Marion Liéval. « Les personnes au-dessus mettent la pression, mais sans connaître le métier », souffle-t-elle.

« Sabotage » : des choix de la direction, et la colère de salariés

Parmi la quinzaine de personnes rencontrées, elle est la seule à oser prendre la parole en son nom propre. Mais son témoignage en recoupe d'autres. « On nous a obligé à vendre des sacs à crottes... Ce n'est pas notre métier », commente un libraire, à propos de la vente de produits pour chiens, en plus des livres.

Parmi les critiques récurrentes, la délocalisation du service collectivités à Ivry-sur-Seine, au profit de la Générale Librest (GL), tout juste rachetée par Nosoli en 2023, a été vécue comme un « sabotage » par certains. Selon une source interne, le chiffre d'affaires généré par ce service quand il se trouvait à Lyon a pu monter jusqu'à 23 millions d'euros, contre 3 millions pour GL. « Il semblait logique que ce soit les services de GL qui soient délocalisés, et non l'inverse », tempête une ancienne salariée. Selon elle, des clients historiques (bibliothèque de Lyon, universités, etc.) expriment leur mécontentement, du fait d'une dégradation du service.

« On a pris cette décision parce que l'équipe de la GL était plus polyvalente pour répondre à de nouveaux clients », assure le PDG Christophe Desbonet. Basé à Tourcoing, le président du groupe Nosoli (depuis 2024) défend *mordicus* son plan de « réorganisation » du groupe. Il souligne que les salariés des

équipes Decitre ont reçu des avantages en intégrant le groupe Nosoli – citant, notamment, l’acquisition d’un 13e mois.

Concernant l’uniformisation des magasins ? « 95% des références sont choisies localement par le libraire », affirme-t-il. La vente de sacs à crottes ? « C’est purement économique », rétorque celui qui comprend que « cela puisse perturber les libraires ». Mais ça marche (selon lui).

Chacun son rapport : quand un expert critique les orientations du plan social

Il refait un peu le match. Quand les « Furets » ont racheté Decitre, la chaîne perdait « 1,2 million d’euros » par an. À l’entendre, on pourrait croire que Guillaume Decitre a trop bien vendu la boîte familiale. Ce faisant, il met le doigt sur un autre point soulevé par les équipes : la gestion financière du groupe.

Dans un rapport du cabinet [Syndex](#), demandé par les membres du CSE lors du deuxième plan social, les experts relèvent que les difficultés du groupe ne sont pas que le fait de l’ancienne direction, ou du marché du livre.

« La stratégie financière, consistant à sous-capitaliser le Groupe en s’appuyant sur les actionnaires, entraine aujourd’hui des frais financiers qui accroissent les pertes », indiquent-ils dans ce rapport que Rue89Lyon a pu consulter.

En clair : le rapport pointe le poids du choix des actionnaires dans ce dossier. Dans un avis, les élus du CSE se font explicites :

« L’expertise [du cabinet Syndex, ndlr] nous a permis d’apprendre que les rachats de Chapitre en 2022 et de Générale Librest (GL) en 2023 ont été financés par la dette et non par des fonds propres. Ceci se répercute sur les charges

financières du Groupe et se révèle aujourd'hui catastrophique pour l'entreprise », peut-on y lire.

Ce n'était pas la seule critique du rapport. Ce dernier soulignait aussi que les éléments à disposition des experts ne « permettent pas de démontrer la nécessité des suppressions de postes et la contribution des licenciements au redressement des résultats, qui participent d'un projet de transformation beaucoup plus vaste. »

« On a un autre rapport qui dit l'inverse », grince Christophe Desbonet, peu convaincu par le travail du cabinet. Pour lui, l'équation est simple : soit Decitre licencierait, soit « l'entreprise fermerait ». Il assure également ne pas faire de différences entre « les Furets » et « Decitre ». Ce que lui reprochent régulièrement plusieurs salariés de la région. « Le vrai problème, c'est qu'ils sont à Tourcoing et nous à Lyon », souffle une ex-salariée.

À Decitre, un passif lourd et un futur sombre

Alors, pour un employé, qui n'a pas souhaité prolonger avec le groupe : « le bateau prend l'eau ». « À plus ou moins long terme, ça ne tiendra pas... », abonde Marion Liéval. La dernière crainte en date ? Un article du site spécialisé [Actualité – Les univers du livre](#). Selon lui, Nosoli aurait réinjecté 3,9 millions d'euros dans Decitre « pour éviter sa dissolution ». Des « contre-vérités », assure Christophe Desbonet, qui a demandé [un droit de réponse au site spécialisé](#).

« Il s'agit d'une opération technique consistant à convertir un compte courant en apport en capital », marque-t-il. Il le martèle : cela montre la volonté du groupe de garder Decitre dans son giron et de relancer la machine. Quand on lui demande si

d'autres fermetures de magasins pourraient avoir lieu, il répond : « Je n'ai pas de boule de cristal. »

Avant d'y aller, en mode méthode Coué : « Oui, il y a un passif lourd à Decitre et on est dans une phase de vie compliquée à gérer. Mais on sait où on va. » Pas dit que cela suffira à rassurer les équipes.